

SITUATION À LA CMA66, LES SALARIÉS REAGISSENT PAR VOIE DE PRESSE

L'hebdomadaire LE TRAVAILLEUR CATALAN de Perpignan a accordé une interview à notre collègue Robert BARRERO délégué syndical du SNCA-CGT à la Chambre de Métiers des Pyrénées-Orientales.

L'ART DE NOYER LE POISSON

Chambre des Métiers. Des médias locaux se prennent les pieds dans le tapis déroulé par un syndicat patronal en pleine campagne pour les élections, instrumentalisant les salariés.



Robert Barrero, délégué syndical CGT, élu à la commission paritaire locale et nationale, secrétaire national du syndicat national des CMA (SNCA-CGT), outré, remet les pendules à l'heure à propos de la situation à la Chambre des Métiers.

Le TC : Que se passe t-il à la Chambre des Métiers de Perpignan ?

RB : La Chambre des Métiers rencontre des difficultés financières liées à la rentabilité. Il y a plusieurs raisons: moins d'apprentis au Centre de Formation des Apprentis, l'existence de micro-entreprises, les taxes* de fonctionnement en diminution à la demande de l'État qui, lui-même, s'est désengagé du financement de nos missions de service public.

Tout ceci dans le contexte d'un investissement important pour créer l'institut régional de la formation aux métiers et de

l'apprentissage (IRFMA) à Rivesaltes, qui rend la situation délicate tant que les actifs (terrains et anciens locaux) ne sont pas vendus. Il n'en reste pas moins qu'il y a aussi des problèmes d'activités du tissu économique qui ne fournit pas suffisamment d'apprentis. Actuellement, il y a 725 apprentis, il suffirait de 100 apprentis de plus pour que la chambre de métiers soit tirée d'affaire.

Le TC : Dans ce contexte, quels ont été les enjeux des élections des représentants à la Chambre des Métiers?

RB : Deux listes ont été en présence : l'Union Professionnelle Artisanale sortante et la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) proche du Medef. La CGPME a instrumentalisé la presse en donnant des informations tronquées et mensongères pour déstabiliser les sortants notamment en accusant les accords locaux qualifiés de trop avantageux, rendant ainsi les salariés responsables du déficit. Or, la masse salariale est en diminution, ce n'est donc pas les salariés qui sont en cause. Pour la CGPME, l'ennemi c'est le salarié sur qui elle fait porter la responsabilité de la situation, mais aussi celle de trouver des solutions en remettant en cause les acquis et en acceptant un plan social.

«Les cent cinquante salariés ne vont pas se laisser faire!»

La Chambre des Métiers est très importante pour le tissu économique. Nous sommes dans le dialogue social avec l'équipe sortante et dans l'incertitude quant à nos nouveaux interlocuteurs. Nous souhaitons poursuivre ce dialogue pour trouver un équilibre. Nous agissons en responsables et demandons une table ronde avec les nouveaux élus et la tutelle (Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) pour faire nos propositions : formation longue, départ à la retraite

progressif, cessation progressive d'activité, réorganisation du travail, paiement à court terme des actions financées par le Fonds social européen... Mais nous nous opposerons de manière résolue et déterminée à une quelconque casse sociale, à la remise en cause de nos accords sociaux, aux licenciements ou non-renouvellement de contrats. Nous voulons rester constructifs pour sauver notre outil de travail. Les salariés sont très unis derrière l'intersyndicale CGT/UNSA et prêts à l'action.

*taxes perçues auprès des entreprises artisanales.

Propos Recueillis Par Raymonde Cathala

LE TRAVAILLEUR CATALAN du 20/10/2016

L'art de noyer le poisson

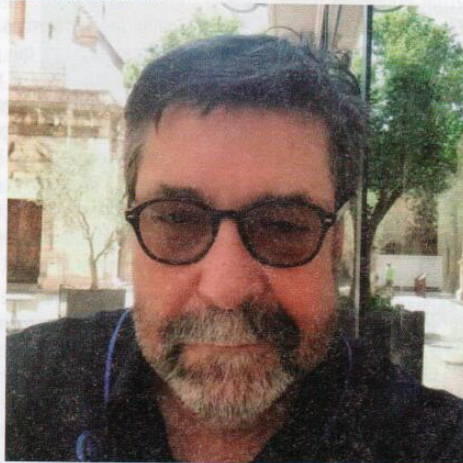
Chambre des Métiers. Des médias locaux se prennent les pieds dans le tapis déroulé par un syndicat patronal lors d'une campagne pour les élections, instrumentalisant les salariés.

Robert Barrero, délégué syndical CGT, élu à la commission paritaire locale et nationale, secrétaire national du syndicat national des collèges (SNC-CGT), outré, remet les pendules à l'heure à propos de la situation à la Chambre des Métiers.

Que se passe-t-il à la Chambre des Métiers de Perpignan ?

La Chambre des Métiers rencontre des difficultés financières liées à la rentabilité. Il y a plusieurs raisons : moins d'apprentis au Centre de Formation des Apprentis, l'existence de micro-entreprises, les taxes*

© facebook. Robert Barrero.



Robert Barrero, délégué syndical CGT, est outré.

de fonctionnement en diminution à la demande de l'État qui, lui-même, s'est désengagé du financement de nos missions de service public. Tout ceci dans le contexte d'un investissement important pour créer l'Institut régional de la formation aux métiers et de l'apprentissage (IRFMA) à Rivesaltes, qui rend la situation délicate tant que les actifs (terrains et anciens locaux) ne sont pas vendus. Il n'en reste pas moins qu'il y a aussi

Dans ce contexte, quels ont été les enjeux des élections des représentants à la Chambre des Métiers ?

Deux listes ont été en présence : l'Union Professionnelle Artisanale sortante et la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) proche du Medef. La CGPME a instrumentalisé la presse en donnant des informations tronquées et mensongères

pour déstabiliser les sortants notamment en accusant les accords locaux qualifiés de trop avantageux, rendant ainsi les salariés responsables du déficit. Or, la masse salariale est en diminution, ce n'est donc pas les salariés qui sont en cause. Pour la CGPME, l'ennemi c'est le salarié sur qui elle fait porter la responsabilité de la situation, mais aussi celle de trouver des solutions en remettant en cause les acquis et en acceptant un plan social.

« Les cent cinquante salariés ne vont pas se laisser faire ! »

La Chambre des Métiers est très importante pour le tissu économique. Nous sommes dans le dialogue social avec l'équipe sortante et dans l'incertitude quant à nos nouveaux interlocuteurs. Nous souhaitons poursuivre ce dialogue pour trouver un équilibre. Nous agissons en responsables et demandons une table ronde avec les nouveaux élus et la tutelle (Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) pour faire nos propositions :

formation longue, départ à la retraite progressif, cessation progressive d'activité, réorganisation du travail, paiement à court terme des actions financées par le Fonds social européen... Mais nous nous opposerons de manière résolue et déterminée à une quelconque casse sociale, à la remise en cause de nos accords sociaux, aux licenciements ou non-renouvellement de contrats. Nous voulons rester constructifs pour sauver notre outil de travail. Les salariés sont très unis derrière l'intersyndicale CGT/UNSA et prêts à l'action.

Propos recueillis par Raymonde Cathala

*taxes perçues auprès des entreprises artisanales.

Les élus régionaux à la rencontre des salariés

Sollicités par les syndicats CGT/UNSA, Myriam Martin et Patrick Cases, conseillers régionaux, ont échangé sur la situation complexe de la Chambre des Métiers des P.-O. Les salariés leur ont exprimé leur inquiétude, faisant, notamment, observer le gel, depuis 6 ans, du point d'indice des agents de la structure, insistant sur la dégradation incessante de leur situation. Convaincus de l'excellence de l'outil que représente l'IRFMA, les élus se sont engagés à interpeller l'exécutif de la Région pour éclaircir la situation budgétaire et mettre en place une table ronde avec toutes les parties prenantes.



Public ou privé, pour P c'est pareil !

Interpellé par un habitant du Vernet sur l'eau lors d'une réunion à Al Sol, le maire a donné une réponse dont il a le secret. Alors que se plaignait des pratiques du délégataire particulier du prix élevé de l'eau, il a répliqué que la régie publique et concession de service rajouté qu'il y a dans la communauté urbaine qui ont l'un ou l'autre système, et que ce n'est pas le même type de problèmes. Etrange, que les usagers des 18 communes du SMEPTA béris ont constaté une sacrée différence de prix de la multinationale qui gère le réseau ! C'est un débat citoyen, souhaité par Nicolas C... l'eau au conseil départemental. Alors m... débat ?

Pujol s'en va-t-en guerre

M Pujol veut armer la police municipale et de fusils d'assaut municipaux, selon le maire, ne se contentant pas de « prévenir les incivilités ou pour faire la loi municipale version commando spécial » mais aussi de lutter contre le grand banditisme et le terrorisme. L'encouragement de cette dérive en transférant les coûts aux collectivités territoriales. Et les coûts ? Mais, au fait, qui va s'occuper des « incidents de circulation » ? Le GIGN ?